

**VERBATIM****CONFERENCE DE PRESSE****Bangui, le 08 octobre 2025****Danny Clovis Siaka, porte-parole intérimaire de la MINUSCA**

Mesdames, Messieurs les professionnels des médias,

Mesdames, Messieurs,

Je vous souhaite la bienvenue à cette Conférence de presse tant vous qui êtes dans cette salle que vous autres qui nous écoutez sur les ondes de la Radio Guira ou en ligne.

C'est pour moi un privilège renouvelé de me retrouver avec vous ce matin, dans le cadre de cet échange hebdomadaire entre la presse et la MINUSCA. Il s'agit, rappelons-le, d'un temps fort qui nous permet de faire avec vous, professionnels des médias, le point par rapport à la mise en œuvre de son mandat par la MINUSCA pendant la semaine écoulée.

Permettez-moi, avant toute chose, de revenir sur l'accident tragique du 16 septembre dernier au cours duquel un véhicule blindé de notre Unité de police constituée de la République du Congo, basée à Bambari, avait plongé dans le fleuve Ombella près de Damara. J'aimerais y revenir pour vous informer que le corps du 5^e Casque bleu, qui était toujours recherché après l'accident, a été retrouvé hier grâce aux efforts et à l'appui continus des riverains. Ceci va permettre à la famille de notre défunt collègue de faire son deuil, et met aussi fin à nos opérations de recherche. Nous renouvelons nos sincères condoléances aux familles endeuillées, au Gouvernement et au Peuple de la République du Congo. La MINUSCA réitère aussi sa gratitude aux populations riveraines, plongeurs et piroguiers, pour leur élan spontané de solidarité dès les premiers instants du tragique accident.

Cela dit, deux points structureront mon propos, notamment notre appui à la protection des civils et le soutien au processus de paix, y compris la mise en œuvre de l'APPR ; tous deux faisant, comme vous le savez, partie des tâches prioritaires du mandat de la MINUSCA.

Sur la protection des civils, la situation à Am-Dafock dans la préfecture de la Vakaga, près de la frontière avec le Soudan, est préoccupante.

Le 2 octobre 2025, la Représentante spéciale du Secrétaire général, Madame Valentine Rugwabiza, s'est rendue à Am-Dafock. Elle y a exprimé sa solidarité et l'engagement de la MINUSCA à continuer à apporter protection et assistance dans les limites de ses capacités aux milliers de personnes déplacées venues chercher refuge près de la base de la Force de la MINUSCA, ainsi que ses encouragements aux efforts faits sur place par les personnels civils et en uniforme de la MINUSCA aux côtés des autorités préfectorales de la Vakaga, des représentants des populations et des acteurs humanitaires. La Représentante spéciale a ensuite séjourné à Birao où elle a rencontré, le 3 octobre, les représentants des communautés et les autorités préfectorales en tête desquelles le Préfet de la Vakaga, pour échanger sur la situation. Au cours de ces rencontres, la Représentante spéciale a eu à apprécier l'engagement des autorités sur place et la résilience des communautés au service de la paix et de la cohésion sociale, ainsi que l'excellente et étroite collaboration qu'elles entretiennent avec la MINUSCA à travers le bureau de terrain de Birao. La Représentante spéciale a réitéré les efforts en cours de la MINUSCA pour améliorer la sécurité et la protection des civils à Am-Dafock, pour soutenir les initiatives de paix locales et faciliter l'acheminement de l'assistance humanitaire. Pour rappel, la Représentante spéciale était accompagnée, entre autres, du Commandant de la Force de la MINUSCA et du Représentant d'OCHA.

Concernant le soutien à l'acheminement de l'aide humanitaire, qui fait aussi partie du mandat de la MINUSCA, une mission d'évaluation conjointe (MINUSCA-autorités locales et acteurs humanitaires) s'était rendue à Am Dafock le 1^{er} octobre, grâce au soutien logistique et sécuritaire de la Mission, pour évaluer les besoins urgents des

populations touchées et planifier une réponse humanitaire appropriée. A l'occasion, la mission conjointe a livré 1,5 tonne de produits de secours, dont des médicaments et des kits d'hygiène, à l'hôpital de district d'Am-Dafock.

En marge de sa visite, la Représentante spéciale a procédé à la remise officielle aux autorités de Birao, d'un bâtiment administratif neuf dont la construction et l'équipement ont été entièrement financés par la MINUSCA, destiné à abriter des services publics déconcentrés de l'Etat. Ceci constitue une contribution à l'extension de l'autorité de l'Etat qui est aussi, comme vous le savez, une tâche prioritaire dans le mandat de la MINUSCA.

Par ailleurs, et en ce qui concerne le processus de paix, la MINUSCA salue l'annonce solennelle et la signature des déclarations de leur auto-dissolution par deux groupes armés signataires de l'APPR, à savoir Révolution Justice, aile Sayo, plus connu sous l'appellation RJ-Sayo, et les anti-Balaka aile Ngaïssona. Cette annonce, faite au cours d'une cérémonie officielle organisée hier, 7 octobre, à Bangui et présidée par le Chef de l'Etat, consolide les progrès dans la mise en œuvre de l'APPR. La MINUSCA appelle les groupes armés qui n'ont pas encore rejoint le processus de paix à le faire et encourage ceux qui se sont mis ou remis sur le chemin de la paix à travers l'APPR, à maintenir et raffermir leur engagement, qui est essentiel pour une stabilité durable et un relèvement de la République centrafricaine.

En outre, et s'agissant de l'appui de la MINUSCA à la préparation et l'organisation des élections 2025/2026 conformément à son mandat, j'aimerais vous informer de la tenue, à l'heure où je vous parle, de la 3e réunion du Comité national de Sécurisation du processus électoral ici à Bangui. Membre de ce Comité, la MINUSCA apporte son appui technique et logistique à l'organisation de cette rencontre à laquelle les Comités préfectoraux de sécurisation des élections, en tête desquels les Gouverneurs et les préfets, participent par visioconférence depuis les différents bureaux de terrain de la MINUSCA.

Permettez-moi, avant de terminer ce propos, de vous rappeler que toutes les informations de la MINUSCA sont disponibles sur le site web de la Mission, sur Facebook, X, YouTube et Instagram.

Sur ce, je me tiens à votre disposition pour vos questions.

Je vous remercie

Question des journalistes

Radio Guira FM (Gladys Guimaret)

- Vous êtes revenu sur la situation sécuritaire et humanitaire à Am -Dafock, qui est toujours préoccupante. Et le 2 octobre dernier, la représentante spéciale du secrétaire général des Nations Unies y était pour exprimer toute sa solidarité à la communauté affectée par cette situation. Elle avait annoncé lors de ce passage à Am - Dafock que, la première assistance, c'est la sécurité. Il faudrait ramener d'abord la sécurité pour permettre à ces personnes-là de retourner chez elles avant que d'autres assistances puissent suivre. Alors, après cette annonce, où en sommes-nous avec la situation sécuritaire ? Est-ce que les choses se sont améliorées ? Ensuite, vous avez également parlé lors de cette mission. Elle a également échangé avec les autorités préfectorales de la Haute-Kotto à Bria. Elle a fait un séjour là-bas pendant ces différentes rencontres avec les autorités locales. Qu'est-ce qui est ressorti ? Qu'est-ce qu'on peut savoir davantage, en plus de cette remise de ce bureau administratif qu'elle a remis aux autorités locales ? Surtout quand on s'approche des élections groupées en République centrafricaine ? Quels sont d'autres points qu'elle a eu à échanger avec les autorités préfectorales à Bria et quelles sont les conclusions de ces échanges ?

Réponses aux questions

Danny Clovis Siaka, porte-parole intérimaire de la MINUSCA

Merci beaucoup. Je vais commencer peut-être par votre dernière question pour faire une clarification. Qu'il s'agissait de la préfecture de la Vakaga, pas de la préfecture de la Haute-Kotto. C'est à Birao qu'elle a séjourné, elle a échangé avec les autorités préfectorales. Et comme je l'ai dit tantôt, au-delà de ce bâtiment administratif qui contribue à l'extension de l'autorité de l'Etat, puisque cela devrait permettre enfin de créer un cadre où les fonctionnaires de l'Etat, l'administration de l'Etat, pourraient se retrouver à travailler et à apporter les services de base dont les populations ont besoin, l'intégration même des services administratifs dans la réponse aux besoins des populations. Donc ce rappel fait, souligner l'importance de l'observation, comme j'ai dit dans mon propos, que

la représentante spéciale a faite d'abord de la résilience, la disponibilité des autorités locales à travailler de concert] avec la MINUSCA. Donc, pour d'abord créer les conditions de paix, donc la cohésion renforcée, préserver la cohésion sociale entre les populations, apaiser, prévenir les tensions qui pourraient émerger. C'est un point important sur lequel je voudrais mettre l'accent. Donc cette appréciation que la représentante spéciale a faite de l'engagement des autorités et surtout de leur cohésion, de leur travail, cet engagement intégré en coordination et en cohésion avec la MINUSCA, que ce soit la composante civile ou la composante en uniforme de la MINUSCA.

Donc, évidemment, et ça me ramène à votre première question, la réponse, ou bien vous demandez la situation actuelle. Elle est préoccupante, vous l'avez souligné, mais depuis l'émergence de cette situation, la MINUSCA, pour ce qui concerne la MINUSCA, n'est pas restée, donc apporte déjà une réponse. Je vous avais parlé la semaine dernière, déjà, du renforcement de la présence, de la capacité de notre force au niveau au niveau d'Am-Dafock, et de ce qui va avec, des initiatives qui ont été menées et qui continuent d'être menées par nos personnels, nos collègues civils au niveau du bureau de terrain de Birao, qui couvre, comme vous le savez, Am-Dafock, qui couvre toute la Vakaga. Donc, dans le sens des efforts en soutien aux initiatives communautaires. Et j'aimerais revenir sur ce que j'avais dit la semaine dernière. Tout cet effort à l'initiative, ou bien soutenu par notre bureau de terrain, dans l'initiative des leaders communautaires d'Am Dafock, en direction des leaders communautaires d'Um-Dafock du côté du Soudan. Et la semaine dernière, on vous faisait part de ce qu'il y avait une correspondance déjà que les leaders communautaires d'Am-Dafock, côté République centrafricaine, avaient adressé aux leaders communautaires d'Um-Dafock, côté Soudan, pour initier un dialogue, ce qui devrait leur permettre de créer des conditions pour la paix.

Nous pouvons vous dire que selon les informations qui nous ont été données par les collègues de Birao, du bureau de terrain de Birao, les leaders communautaires d'Um-Fock avaient répondu favorablement à cette initiative. Je souligne cela pour dire que les efforts ou la réponse en vue de l'amélioration de la situation sécuritaire vont au-delà du renforcement de la force, de la présence militaire, que ce soit de la MINUSCA, que ce soit des FACA ou en général, des forces de défense et de sécurité. Il s'agit de travailler avec les communautés parce que, ne l'oublions pas, souvent aussi, et dans ce cas-là, l'insécurité vient de la présence parfois, de certains déplacés ou de certains réfugiés,] qui peuvent amener de l'insécurité. Il s'agit pour la MINUSCA, ce qui est fait, ce que nos collègues de terrain font, c'est de travailler déjà au niveau communautaire, à la base, en plus des efforts qui ont été faits au niveau militaire, [par] la force de la MINUSCA, les forces de défense et de sécurité centrafricaines, coordonnées, pour améliorer la situation sécuritaire. Voilà ce que je peux vous dire à ce sujet. Merci. Oui, s'il vous plaît, le langage.

Question des journalistes

Le Langage (Rhopo Bringa)

- Merci beaucoup. Je voudrais savoir, puisqu'il y a tout le temps les incursions, soi-disant des rebelles soudanais, à Birao, est-ce la présence des réfugiés soudanais qui est à l'origine de la descente des combattants, des rebelles soudanais dans cette région ? Si oui, quelles démarches diplomatiques pourrait entreprendre la MINUSCA pour dissuader ces actes ? Ensuite, pour le corps du 5^e Casque bleu retrouvé, si une enquête avait été ouverte, où en est la MINUSCA avec les enquêtes pour connaître les origines de cet accident ? Merci.

Réponses aux questions

Danny Clovis Siaka, porte-parole intérimaire de la MINUSCA

Merci beaucoup. Sur votre première question, je crois que j'inverserai plutôt pour vous dire que selon notre analyse au niveau de la MINUSCA, l'observation, c'est que la situation d'insécurité n'est pas créée par... Ce n'est pas la présence des réfugiés qui provoque ce que vous dites, l'incursion d'éléments soudanais. Mais je crois que les réfugiés qui sont sur place sont ceux qui fuient, cherchent refuge, fuyant donc la situation de conflits dans le pays voisin. Donc, je crois que c'est plutôt comme ça que nous avons vu et que nous voyons la situation sur le terrain à Birao. Pour ce qui est de votre deuxième question, vous signalez : Oui, les enquêtes sont en cours. Donc, une commission d'enquête a été mise en place aussitôt et l'enquête est en cours. Je crois que la suite sera connue ou communiquée en temps opportun. Merci.

Question des journalistes

Le Gardien Medias (Boute Junior)

- Dans le cadre du projet CVR, je crois que la MINUSCA a défalqué beaucoup de millions pour financer ce projet. Malheureusement, il est à constater que les centres construits pour la mission ne sont pas fréquentables. Les machines sont là, inutilisables. Je ne sais pas, est-ce qu'il y a des difficultés ou comment la MINUSCA fait le suivi des financements dans le cadre du projet CVR ? Merci.

Réponses aux questions

Danny Clovis Siaka, porte-parole intérimaire de la MINUSCA

Je vais peut-être vous retourner la responsabilité dans ce sens que les projets CVR, comme vous l'entendez bien, sont des projets de réduction des violences communautaires. Et je suis, au nom de la MINUSCA, nous nous réjouissons que vous en parliez, c'est que vous connaissez le projet, vous savez quel est le but de ces projets. Et nous comptons sur vous, professionnels des médias, pour répercuter justement ces projets, ces initiatives, auprès des bénéficiaires de ces projets afin qu'ils en fassent bon usage. Donc, si les centres créés ou bien les centres construits et équipés par la MINUSCA ne sont pas ensuite utilisés par les bénéficiaires, ça veut dire peut-être que notre effort n'a pas été suffisamment relayé pour que les bénéficiaires comprennent bien quel est l'impact qu'une bonne utilisation de ces centres, de cet investissement, pourrait avoir sur la communauté. Donc, au niveau de la MINUSCA, naturellement, nous continuons de travailler avec les communautés dans le sens, effectivement, de la réduction des violences communautaires, la prévention de ces violences communautaires.

Mais comme j'ai dit tantôt, nous comptons sur les communautés, nous comptons sur vous, acteurs de la communication des médias, pour pouvoir prolonger cet effort de sensibilisation. Donc, la recherche d'une paix durable, c'est tous ensemble qu'on peut le faire : « Maboko na Maboko », ce qui veut dire la main dans la main. Merci beaucoup.

Question des journalistes

LANOCA (Aubin Ndata)

- Merci beaucoup. Juste deux petites questions. Nous, en vous écoutant tout à l'heure sur la situation préoccupante au niveau d'Am-Dafock. Je me pose la question de savoir : est-ce que les opérations de maintien de la paix, ça se passe ensemble avec les FACA, les forces qui sont déployées sur le terrain pour la sécurisation de cette population ? Vu cette fluctuation de cette population qui est vraiment dans l'insécurité et qui afflue vers cette zone-là, est-ce que les opérations pour la protection des civils, ça se fait aussi avec les FACA sur place ? Et la deuxième question, surtout sur la situation de l'APPR, où le chef de l'État a demandé aux groupes armés de déposer les armes. La MINUSCA, est-ce qu'ils s'alignent sur ce vocable du chef de l'État pour que ces groupes armés qui restent encore, qui sont dans l'APPR, mais qui se désherbent et qui s'entêtent à pouvoir porter toujours les armes pour semer la pagaille dans la République ?

Réponses aux questions

Danny Clovis Siaka, porte-parole intérimaire de la MINUSCA

Votre première question. Peut-être juste vous rassurer que partout où les forces de défense et de sécurité centrafricaines ont été déployées et qu'il y ait des opérations avec la MINUSCA, ces opérations se font de manière coordonnée []. La MINUSCA et les forces de défense et de sécurité travaillent en coordination pour assurer la protection des civils, parce que nous sommes ici en plein dans la protection des civils. Et pour votre deuxième question, je vais peut-être revenir, soit paraphraser ou me répéter ce que j'ai dit dans mon propos liminaire, que la MINUSCA appelle tous les groupes armés qui n'ont pas encore rejoint le processus de paix à le faire. Et la MINUSCA encourage ceux des groupes armés qui se sont réengagés ou qui sont restés dans le processus de

paix, notamment dans l'APPR, à raffermir leur engagement et surtout à maintenir cet engagement. Donc, je crois que cela peut être une lapalissade que, naturellement, nous nous inscrivons [ici] en droite ligne de ce qu'a dit le chef de l'État.

Nous appelons tous ces groupes armés ; C'est le sens même de l'APPR, de la mise en œuvre de l'APPR, à [savoir] déposer les armes et aller vers l'autodissolution ou bien prononcer l'autodissolution de ces groupes armés. C'est le sens du mandat de la MINUSCA aussi.

Question des journalistes

Radio Ndeke Luka (Djeff DOA)

- J'ai deux petites questions à poser. Bien avant, nous allons revenir d'abord sur le suivi de la question de la grève des bénéficiaires de Puisque la semaine passée, on en a parlé, vous avez promis de revenir ici, qu'on vous serait en synergie avec vos collègues. La première question que je voulais poser, c'est concernant la rentrée scolaire. Le plus souvent, par exemple dans la zone d'Am-Dafock, dans la Vakaga, il y a beaucoup plus de difficultés pour les enseignants pour s'y rendre. Les enseignants affectés qui sont à Bangui. Donc, qu'en est-il de la situation ? Est-ce que la MINUSCA pourrait appuyer cela ? Si oui, quand est-ce ? Puisque la rentrée est déjà effective et qu'il y a déjà la seconde ligne de la rentrée officielle. Et ça tarde toujours. La deuxième question. Je pense que dans la nuit du 1^{er} octobre de ce mois, il y a un candidat aux élections municipales à Am-Dafock qui voulait se rendre pour pouvoir déposer sa candidature. Il répond au nom de Wouyamoko Abel, il a été, je pourrais dire, kidnappé par les alliés russes, on peut le dire.

Est-ce que la MINUSCA a un point de vue sur cette situation ? Quelle serait la réaction de la MINUSCA vis-à-vis de cela ? Puisque cela constitue de l'insécurité dans le cadre des élections en cours. Parce qu'ils voulaient se rendre et en tout cas, c'est un candidat potentiel. Donc, c'est tous les contours d'une élection que cela s'est passé. C'est aussi dans le cadre de la sécurisation des élections qu'on est – où en est-il de la situation. Merci.

Réponses aux questions

Danny Clovis Siaka, porte-parole intérimaire de la MINUSCA

Effectivement, la semaine dernière, nous avons pris attache avec nos collègues dans le Mbomou qui nous avaient effectivement confirmé qu'il y avait eu des retards de paiement de travailleurs d'un projet CVR. Et malheureusement, des retards dus à des contraintes administratives qui sont en cours de solution. Je crois que ce même jour, après la conférence de presse du 1^{er}, lorsque nous avons pris attache avec eux, le sous-préfet n'était pas sur place. Donc dès son arrivée le lendemain, il y a eu une réunion avec ces bénéficiaires. Je ne sais pas si vos sources, je suppose que vos sources ont fait un retour, du moins déjà, sur ces réunions et sur les assurances qui ont été données sur place à ces bénéficiaires. Donc j'aimerais aussi vous assurer que sur le plan administratif, les dispositions sont en cours pour accélérer dans le paiement en instance. Par rapport à la rentrée scolaire, je crois que c'est une question qui avait déjà été posée la semaine dernière et nous avons assuré de ce que le soutien que nous apportons et que nous apportons à l'extension de l'autorité de l'État, y compris à travers la présence des fonctionnaires de l'État, l'administration de l'État se poursuit.

Ce qui fait que naturellement, dès que la MINUSCA est saisie pour une demande de soutien, d'appui pour le transport de personnel de l'État qui vont dans le cadre de leur travail, de leur mission officielle, naturellement, la MINUSCA procède à un examen et, lorsque les conditions sont réunies, apporte son appui ou bien son accord favorable ou bien sa réponse favorable dans la plupart des cas à cette demande. Sur le troisième point, pour ce qui est de l'incident [, nous avons appris, nous l'avons aussi appris, ce cas malheureux que nous sommes en train de suivre. Pour l'instant, je n'ai pas davantage de détails à vous donner, mais je peux vous rassurer que nous suivons à notre niveau. Comme vous le savez, au-delà des aspects électoraux, c'est une question de droits humains. La MINUSCA a un mandat de promotion et de protection des droits humains. Donc, voilà ce que je peux vous dire sur ces points. Merci.

Question des journalistes

ACAP (Jonas Bissaguim)

- Une petite préoccupation concernant le processus électoral en Centrafrique. Alors, est-ce que la MINUSCA a essayé d'échanger avec l'opposition sur cette situation, sur le déroulement des scrutins de décembre 2028 ?

Réponses aux questions

Danny Clovis Siaka, porte-parole intérimaire de la MINUSCA

Je peux vous assurer d'une chose, c'est que la MINUSCA exerce, et avec une intensité certaine, son mandat de bons offices. Et ceci bien longtemps, même avant la convocation du corps électoral. Donc, j'aimerais vous rassurer. Et ces bons offices signifient, je crois que vous le comprenez, que nous rencontrons tous les acteurs. Je crois que je vous l'avais déjà dit, je me répète, que ces acteurs soient de l'opposition, qu'ils soient de la majorité, qu'ils soient centristes ou qu'ils soient de la société civile, quels que soient les acteurs qui peuvent contribuer, dont l'action peut contribuer au processus de paix, donc à la paix, à la sécurité, à la stabilisation de la République centrafricaine, la MINUSCA les rencontre. Et nous avons rencontré, pour répondre plus précisément à votre question, l'opposition. Donc, je ne vais pas rentrer dans les détails parce que c'est la nature des bons offices. On n'entre pas dans les détails. Les acteurs savent quand, où et à quel moment on les a rencontrés, mais je peux vous donner cette assurance.

Question des journalistes

RJDH (Florentin Outiama)

- La MINUSCA a son mandat concernant l'accompagnement des élections, afin que ces élections soient vraiment crédibles, inclusives et puis démocratiques. Voilà, aujourd'hui, à quelques mois des élections, il y a certains grands partis politiques qui se retirent. Alors, vous, en tant que la MINUSCA, est-ce que si ces grands partis politiques ne participent vraiment pas aux élections, peut-on parler de l'inclusivité et de la démocratie dans le processus électoral de cette année ?

Réponses aux questions

Danny Clovis Siaka, porte-parole intérimaire de la MINUSCA

Merci beaucoup. Vous comprenez bien que la MINUSCA ne peut pas juger ou apprécier la décision d'un parti de prendre part ou non à des élections. Le mandat d'assistance électorale de la MINUSCA, dont vous parlez, le mandat de la MINUSCA, en général, c'est d'aider à créer des conditions. C'est à travers ce mandat de bons offices qu'il s'agit d'encourager tous les acteurs à œuvrer à la mise en place de conditions favorables à la tenue d'élections transparentes, inclusives et crédibles. J'aimerais saisir l'opportunité, puisque vous évoquez l'inclusivité, pour dire que l'inclusivité pour la MINUSCA va au-delà de la participation des acteurs traditionnels et inclut la participation significative des couches traditionnellement marginalisées, que sont les femmes, que sont les jeunes. Et c'est là où, aussi, la MINUSCA a mis l'accent dans son intervention, à travers donc des activités, des projets, pour soutenir la participation des femmes, à travers des engagements auprès de tous ces acteurs, que ce soit des acteurs politiques, des partis politiques, que ce soit des acteurs de la société civile, pour les sensibiliser en vue aussi de leur contribution à s'assurer d'une participation significative, effective, des femmes et des jeunes aux prochaines élections, pas seulement comme des électeurs ou électrices, mais comme des candidats ou des candidates. Donc, voilà ce que je peux vous dire.

Le Langage (RHOPU Bringa)

- Merci. Je vais rebondir un peu sur la question de mon confrère. J'avais déjà prévu cela, ils m'ont emboité le pas. Au lieu d'élections inclusives, aujourd'hui, on est en face des élections exclusives. Au sein du BRDC, les principaux leaders se sont retirés du processus électoral, en n'invitant pas leurs militants à s'inscrire sur la liste électorale, en boycottant tout, avant de prendre une position radicale. Il n'y a que le candidat de l'URCA, qui a renoncé à sa seconde nationalité, qui essaie de revenir dans la compétition pour les élections présidentielles. Si réellement la MINUSCA a engagé des opérations de bons offices, comme vous le dites, alors, face à cette situation conflictuelle, presque bloquée, que peut faire la MINUSCA pour amener les uns et les autres à de meilleurs sentiments ? Ensuite, vous n'êtes sans ignorer que sur les réseaux sociaux, notamment sur la place politique et sur la place publique, il y a ce qu'on appelle la mésinformation et la désinformation concernant la MINUSCA, qui fait l'objet de beaucoup de

critiques, et notamment des attaques. Certaines méchantes langues disent même que la MINUSCA est jugée partie, qu'elle est du côté du pouvoir. J'essaie de raisonner parfois les confrères, mais on dit que la nouvelle représentante est carrément dans l'approche du pouvoir. La MINUSCA, étant dans la diplomatie, ne répond pas, mais quand nous avons l'occasion comme ça d'échanger avec vous, on aimerait bien avoir quelques éléments sur la position de la MINUSCA par rapport à ce qui se passe dans le pays. La situation va être électrique. Peut-être que je ne juge pas, je ne choisis pas bien les mots, mais la situation va être... Les élections ont toujours été une situation électrique. Quel serait l'apport de la MINUSCA en tant que diplomate pour apaiser les tensions politiques dans le pays ? Non seulement politique, mais aussi sécuritaire. Je vous en prie. Merci.

Réponses aux questions

Danny Clovis Siaka, porte-parole intérimaire de la MINUSCA

Merci beaucoup. Je crois que vos deux questions sont intimement liées. Je vais commencer par la première. Évidemment, vous avez fait votre analyse, je ne vais pas en faire, mais vous avez voulu savoir ce que la MINUSCA fait devant une situation que vous trouvez bloquée. Je vous ai parlé des bons offices. C'est ce que la MINUSCA fait actuellement, ce qu'elle a fait hier et ce qu'elle va continuer de faire. Je peux vous assurer là-dessus. Et comme j'ai dit tantôt, les bons offices, à la différence de la médiation, je ne fais pas de.. comment dire... j'allais dire de la didactique ou de... À la différence de la médiation, les bons offices ne vont pas faire de bruit, ne sont pas appelés à faire de bruit. Parce qu'aussi, c'est ce que les acteurs dans les bons offices veulent et préfèrent. Donc, c'est pour ça, je vous le dis, je ne vous livrerais pas davantage. Donc la MINUSCA, rassurez-vous, continue, dans la mise en œuvre de son mandat de bons offices, d'engager les uns et les autres. Évidemment, les bons offices ne signifient pas que la MINUSCA prenne une décision. La MINUSCA invite les parties à.., et il revient à ces différentes parties, à chacune de décider.

Donc, nous ne décidons pas à la place des différents acteurs. Et les attaques contre la MINUSCA, évidemment que la MINUSCA est accusée de partialité. Vous savez, naturellement, la partialité, c'est une remise en cause profonde, fondamentale de l'un des principes de maintien de la paix qui est l'impartialité. Et je peux vous assurer des efforts, la MINUSCA, justement, pour préserver son impartialité et pour vous le montrer. Mais on comprend aussi que certains puissent être enclins à dire qu'on a pris parti. Parce que le mandat qui est donné à la MINUSCA, c'est de soutenir d'accompagner... Alors, dès lors qu'on soutient et on accompagne le gouvernement, on peut être accusé de partialité, ce qui n'est pas le cas. Nous comptons donc sur vous, une fois de plus, vous qui venez ici, vous qui participez aux cafés de presse, vous qui participez aux différents fora de discussions et d'échanges, qui connaissez de première main la réalité de ce que fait la MINUSCA pour passer le bon message. Je crois que ce n'est que de cette façon que nous pouvons contrer la désinformation ou la mésinformation. Merci.

Je vous rappelle que vous pouvez retrouver en temps réel toutes les informations de la MINUSCA sur le site [web de la Mission](#), sur [Facebook](#), [X](#), [YouTube](#) et [Instagram](#). L'heure est venue de clore cette conférence de presse. Merci à tous pour votre participation.